

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2021

Immobilier – Solutions non standard (PA9)	
Version du document	1
Date	12.07.2021

Opinion de Validation

La validation a été réalisée dans la période du 24 juin au 12 juillet 2021 et est basée sur les exigences et spécifications du programme genevois d'efficacité énergétique et des ressources (EER), version 4 d'Avril 2021 et le Manuel de Validation et de Vérification du programme EER.

L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification. Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées au responsable de projet par écrit. Les réponses écrites et les discussions menées lors de la validation ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le plan d'actions **Immobilier - Solutions non standard** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du programme EER. Il est à noter que les calculs des optimisations énergétiques et des réductions des émissions seront vérifiés lors de la première vérification.

EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zollikon, 12 juillet 2021



Denise Fussen

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	x	
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	x	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	x	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	x	
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	x	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	x	DCL 1
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	x	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de crédit	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de crédit correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	x	

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	x	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	x	
3.1.3	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	x	
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	x	

3. Détermination des effets			
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	x	DCL 2
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	x	
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	n.a.	
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	n.a.	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	x	
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	x	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	x	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	x	
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	x	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	n.a.	
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	n.a.	

Partie 2 : Liste des questions

DCL 1		Liquidé	x
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.		
<p>Question</p> <p>Veuillez clarifier dans chapitre B.5 explicitement s'il y a des délimitations existantes : pour l'électricité avec le programme ProKilowatt (ou autre) et pour le CO2 avec des entreprises exemptés de la taxe sur le CO2.</p>			
<p>Réponse du requérant</p> <p>Lors de l'existence d'autres programmes, la question sera de savoir si les économies seront valorisées par un autre biais que par le processus de la Solutions non standard. Si c'est le cas, le processus de la Solution non standard s'arrêtera.</p> <p>Je ne crois pas dans l'immobilier qu'il y ait des propriétaires qui soit exemptés de la taxe sur le CO2. Si cela était constaté dans le cas spécifique d'une action, le processus de la Solution non standard s'arrêterait.</p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>La délimitation est clarifiée dans le sens que des solutions qui sont valorisés par d'autres biais ne seront pas comptabilisés sous le PA. La question est donc close.</p>			

DCL 2		Liquidé	x
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.		
Question Est-ce que les deux méthodologies ont été validées et approuvées ?			
Réponse du requérant Les deux méthodologies ont été approuvées et validées. Ce sont les mêmes méthodologies qui sont appliquées dans les Plan PME-PMI et Grandes entreprises d'éco21. Gianni Tenneriello, la personne en charge de la supervision des DEE à SIG-éco21 a travaillé auparavant pour Grandes entreprises et connaît très bien le processus. Le comité de validation des actions du Plan PME-PMI est aussi en charge des validations pour les Solutions non standard.			
Conclusion du validateur Les deux méthodologies sont approuvées et la question est close.			